

PROPOSITION DE LOI VISANT À CONDAMNER LES « FORMES RENOUVELÉES DE L'ANTISÉMITISME »



 [Sionisme](#) | [Antisémitisme](#) | [Israël](#) | [François Hollande](#) | [Palestine](#) |

Mercredi 30 octobre, la députée Renaissance Caroline Yadan a déposé une [proposition de loi visant à condamner les « formes renouvelées de l'antisémitisme »](#). Une manière déguisée de rendre illégal le soutien à la Palestine et visant notamment à criminaliser des slogans tels que « de la mer au Jourdain » ou toute expression dénonçant la nature coloniale de l'État d'Israël. Cette loi, ciblant explicitement, selon Caroline Yadan, les figures du soutien à la Palestine telles que Rima Hassan, participerait à renforcer la répression déjà féroce que subit le mouvement pro-palestinien, à l'image des nombreux syndicalistes, militants, hommes et femmes politiques convoqués ou condamnés pour « apologie du terrorisme ».

Si cette proposition de loi constitue une offensive ultra-réactionnaire, elle ne trouve pas son soutien que parmi les macronistes. En effet, si parmi les députés signataires se trouvent surtout des députés de l'ex-majorité présidentielle, dont les anciennes ministres Aurore Bergé et Élisabeth Borne, on y découvre également les signatures de 5 députés du groupe socialiste et apparentés dont [l'ancien président de la République François Hollande](#).

La présence de ces figures du PS dans un texte de criminalisation des soutiens de la Palestine n'est pas une nouveauté et s'inscrit dans la continuité du [rôle réactionnaire que le parti a joué depuis un an dans le contexte du génocide à Gaza, y compris du point de vue du soutien à la répression du mouvement de solidarité avec la Palestine](#). En 2014, c'est le gouvernement Valls-Hollande qui avait

réprimé et interdit les manifestations de solidarité avec Gaza. Lors de l'offensive israélienne cette même année, [François Hollande apportait un soutien](#) aux opérations meurtrières de Tsahal dans la Bande, déclarant qu'« il appart[enait] au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces ».

Une rhétorique désormais courante chez les soutiens d'Israël. Et qui fait également écho à l'attitude du PS aux lendemains du 7 octobre, quand François Hollande et Olivier Faure ont participé à la prétendue « marche contre l'antisémitisme » aux côtés d'Edouard Philippe ou de Nicolas Sarkozy. Une marche hypocrite, [comme en témoigneront la présence du Rassemblement National ainsi que les applaudissements réservés à cette présence](#), organisée dans le but d'imposer le narratif associant antisionisme et antisémitisme et au service de la criminalisation des soutiens de la Palestine.

Si François Hollande est aujourd'hui député dans un groupe parlementaire revigoré après sa chute en 2017, et des élections présidentielles en 2022 qui avaient placé le parti à la rose dans un état de quasi mort cérébrale, c'est avant tout grâce aux stratégies électorales de type NUPES ou NFP promues par la France Insoumise. Une généalogie qui n'a pas empêché cependant Caroline Yadan d'affirmer que le projet de loi viserait particulièrement les députés LFI.

Cette attaque contre le mouvement pour la Palestine montre donc l'impasse de la stratégie institutionnelle de LFI. On ne peut pas lutter pour la Palestine en s'alliant avec des partis impérialistes qui demain participeront à notre répression. Un rappel que le [triomphe de Trump aux Etats-Unis](#) ainsi que le soutien inconditionnel de Sanders et AOC à Génocide Joe puis à sa successeuse ont également remis sous le feu des projecteurs.